

30 JUL 2003

Do B 774

CONSEILS SERVICES INFORMATIQUE

CSI

Société anonyme au capital de 160.000 €

Siège social : MONT SAINT AIGNAN (76130)

Immeuble Magellan - Parc d'Activité de la Vatine

379 617 822 RCS ROUEN

SIRET 379 617 822 000 26

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
DU 26 JUIN 2002**

L'an 2002, le 26 juin à 14 heures.

Les actionnaires de la société **CONSEILS SERVICES INFORMATIQUE - CSI**, société anonyme au capital de 160.000 € divisé en 160.000 actions de 1 € chacune, dont le siège social est à MONT SAINT AIGNAN (76130) Immeuble Magellan, Parc d'Activité de la Vatine, se sont réunis en assemblée générale ordinaire annuelle au siège social sur la convocation faite par le Président du conseil d'administration par lettre recommandée.

Il a été établi par les soins du conseil d'administration une feuille de présence qui a été signée par chacun des membres de l'assemblée lors de leur entrée dans la salle de réunion.

Monsieur Jean-Paul RIVIERE préside l'assemblée en qualité de Président du conseil d'administration.

Madame Annie RIVIERE et Monsieur Jean-Pierre BROUSSOIS représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre d'actions, présents et acceptant, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Dominique PIEL est désigné comme secrétaire.

Le bureau étant ainsi composé Monsieur le Président déclare la séance ouverte et constate que le commissaire aux comptes assiste à la réunion.

Il constate d'après la feuille de présence, que 7 actionnaires possédant 160.000 actions sont présents ou représentés.

L'assemblée réunissant ainsi plus du quart du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur le Président dépose ensuite sur le bureau à la disposition de l'assemblée :

- 1) le bilan, les comptes annuels et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.
- 2) le rapport de gestion du conseil d'administration et les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes dudit exercice.
- 3) le texte des résolutions qui seront soumises à l'assemblée.
- 4) la feuille de présence signée de tous les actionnaires présents à laquelle sont joints les pouvoirs des actionnaires représentés.
- 5) un exemplaire de la lettre de convocation adressée aux actionnaires.

Le Président déclare que les comptes annuels et le bilan, le rapport de gestion du conseil d'administration, les rapports du commissaire aux comptes, la liste des actionnaires, le projet des résolutions ainsi que tous les autres documents et renseignements mentionnés aux articles 225-115 du Code de Commerce et 135 du décret du 23 mars 1967 ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social à compter de la convocation de l'assemblée.

A 2582



Puis Monsieur le Président rappelle que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et lieu à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant.

ORDRE DU JOUR

- rapport de gestion du conseil d'administration sur l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2001,
- rapports du commissaire aux comptes sur les comptes et le bilan de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 225-38 du Code de Commerce,
- approbation, s'il y a lieu, desdits comptes, bilan et conventions,
- quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- affectation des résultats,
- ~~augmentation et conversion du capital en Euros,~~
- rapports du conseil d'administration, du commissaire aux comptes, du commissaire à la transformation,
- transformation de la société en société par action simplifiée,
- adoption des nouveaux statuts,
- pouvoirs au porteur.

Monsieur le Président donne ensuite lecture du rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations dudit exercice et dont les comptes vont être présentés à l'assemblée.

Monsieur le Président donne ensuite lecture des rapports du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001 ainsi que des rapports sur la transformation de la société.

Plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001, approuve les termes de ces rapports.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire sur les conventions visées à l'article 225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui s'y trouvent mentionnées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après examen du bilan, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2001 tels qu'ils sont présentés et faisant ressortir un bénéfice net comptable de 96.534,63 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne à chacun des membres du conseil d'administration quitus pur et simple, entier et définitif de sa gestion pour l'exercice écoulé et au commissaire aux comptes, décharge de son mandat pour l'exercice considéré clos le 31 décembre 2001.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide :

1°) de prélever une somme de 755,10 €
pour l'affecter à la « réserve légale » qui sera ainsi
portée à son minimum légal

2°) d'affecter le solde du bénéfice de l'exercice écoulé,
soit 95.779,53 €
à la distribution de dividendes

Total égal au bénéfice de l'exercice écoulé 96.534,63 €

3°) de prélever une somme sur le poste « report à nouveau »
de 16.220,47 €
pour l'affecter à la distribution de dividendes

Il en résulte une distribution de dividendes de 112.000 €, soit un dividende de 0,70 € par action donnant droit à un avoir fiscal de 0,35 € par action.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale :

- après avoir constaté que tous les actionnaires sont présents ou représentés et que les conditions requises par l'article 225-243 du Code de Commerce sont réunies ;

- après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration, du commissaire aux comptes et du commissaire à la transformation désigné à cet effet à l'unanimité par les actionnaires,

décide la transformation de la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède et connaissance prise du projet des statuts de la société sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, adopte lesdits statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte que cette transformation met fin au mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Paul RIVIERE, Monsieur Jean-Pierre BROUSSOIS, et Monsieur Dominique PIEL et décide de nommer :

- en qualité de Président de la société, pour une durée de 6 années qui prendra fin à l'issue de la décision d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 :



* Monsieur Jean-Paul RIVIERE,

qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour diriger, gérer, engager et représenter la société envers les tiers.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Jean-Paul RIVIERE, intervenant aux présentes, déclare accepter lesdites fonctions.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour faire tous dépôts et publications partout où besoin sera.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

COPIE CONFORME



Enregistré à : RECETTE DES IMPOTS DE ROUEN HOTEL DE VILLE
Le 23/06/2003 Bordereau n°2003/455 Case n°21 Ext 1827

Enregistrement : 75 € Pénalités : 14 €
Timbre : 60 € Pénalités : 8 €

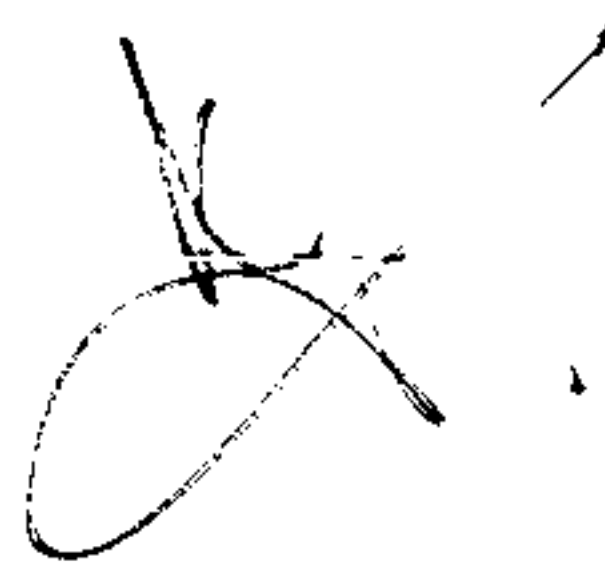
Total liquidé : cent cinquante-sept euros

Montant reçu : cent cinquante-sept euros

L'Agent

Jennifer JOLIFF

Donnée sous réserve de la validité des données saisies



30 JUL 2003

90 B 774

CSI

STATUTS

Mis à jour le 26 juin 2002

A 2582

CONSEILS SERVICES INFORMATIQUE CSI

Société par actions simplifiée au capital de 160.000 €
Siège social : MONT SAINT AIGNAN (76130)
Immeuble Magellan - Parc d'Activité de la Vatine
379 617 822 RCS ROUEN
SIRET 379 617 822 000 26

I – FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 – Forme

La société CSI a été constituée sous forme de Société Anonyme.

Par assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2002, la société a été transformée en société par actions simplifiée et se trouve régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 – Objet

La société a pour objet :

- la réparation, l'entretien et la maintenance de matériels électroniques et informatiques,
- le développement de programmes informatiques et la formation à leur utilisation,
- le négoce de matériels informatiques,
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social et toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 3 – Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale : CONSEILS SERVICES INFORMATIQUE, en abrégé « C.S.I. »

Sur tous actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, l'indication de la dénomination sociale devra être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à : **Parc de la Vatine - Immeuble MAGELLAN
Mont Saint Aignan (76130)**

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des actionnaires.

Il peut être transféré en tous lieux par décision de l'actionnaire unique.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS – TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 6 – Apports

Il est apporté à la société une somme totale de cinq cent mille Francs correspondant à la valeur nominale de 5.000 actions de 100 Francs chacune, qui ont été souscrites et libérées ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par la banque où les fonds ont été régulièrement déposés à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Lors d'une assemblée générale extraordinaire en date du 5 novembre 1999, il a été incorporé au capital une somme de 500.000 Francs prélevée sur le poste « report à nouveau ».

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2001, le capital social a été augmenté de 49.531,20 Francs par incorporation de réserves préalablement à sa conversion en Euros (avec effet au 29 juin 2001).

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 160.000 Euros ; il est divisé en 160.000 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie de 1 Euro chacune.

Article 8 – Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision unilatérale de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Article 9 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout actionnaire qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'actionnaire unique ou les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes, l'affectation des résultats, la nomination, la révocation des dirigeants et des commissaires aux comptes, la fixation de la rémunération des dirigeants et la procédure de contrôle des conventions prévue à l'article 227-10 du Code de Commerce, où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 11 – Transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre du mouvement et, au plus tard dans les huit jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 12 – Cession des actions

Les cessions d'actions sont libres.

III – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE – CONTROLE – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 13 – Président de la société – Directeurs Généraux

A) Président

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne morale ou physique, actionnaire ou non de la société. Le président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le président est nommé par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le président est nommé pour une durée de six années. Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir l'actionnaire unique ou les actionnaires un mois au moins à l'avance.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, par décision des actionnaires statuant à la majorité prévue à l'article 17 B des présents statuts.

La rémunération du président est fixée par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts à l'actionnaire unique ou aux décisions collectives des actionnaires.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

B) Directeurs Généraux

Les actionnaires par décision collective ou l'actionnaire unique peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, investis des mêmes pouvoirs de diriger, de gérer et d'engager à titre habituel la société à l'égard des tiers que le président.

La durée des fonctions des directeurs généraux est fixée par la décision qui les nomme ; à défaut, ils sont nommés pour la durée des fonctions du président.

La rémunération des fonctions de directeur général est fixée par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique.

Les actionnaires ou l'actionnaire unique ont également la possibilité de nommer un ou plusieurs directeurs généraux dont les pouvoirs seront limités par la décision qui les nomme.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par décisions des actionnaires statuant à la majorité prévues à l'article 17B des présents statuts.

Article 14 – Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 15 – Commissaires aux comptes

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Article 16 – Conventions entre la société et les dirigeants

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, actionnaire unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'actionnaire unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.



Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article 227-10 du Code de Commerce.

IV -- DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES

Article 17 -- Décisions de l'actionnaire unique ou des actionnaires

A) Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la société comporte plusieurs actionnaires. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

L'actionnaire unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- toutes autres modifications statutaires ;
- nomination, révocation de directeurs généraux.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'actionnaire unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

B) Décisions collectives des actionnaires

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Dans ce cas, les décisions collectives des actionnaires sont prises, sur consultation du président, par l'établissement d'un procès-verbal de décision signé par tous les actionnaires.

Le procès-verbal de décision mentionne la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article 227-19 du Code de Commerce ou les dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

C) Mode de délibération

Les décisions collectives résultent d'un vote par correspondance, d'un acte exprimant le consentement de tous les associés ou d'une délibération prise en assemblée générale.

En cas de consultation par correspondance, le Président adresse au siège social de chacun des actionnaires, par lettre simple, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires. Ces derniers disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir leur vote au Président. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant voté contre les résolutions proposées.

En cas de réunion d'assemblée générale, la convocation est faite par le Président quinze jours au moins à l'avance par lettre simple adressée à chacun des actionnaires avec mention de l'ordre du jour et des lieux, jour et heure de la réunion.

V -- EXERCICE SOCIAL -- COMPTES SOCIAUX -- BENEFICES -- DIVIDENDES

Article 18 -- Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Article 19 -- Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, ainsi que le cas échéant des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe, un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont approuvés par les actionnaires ou par l'actionnaire unique, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 20 -- Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'actionnaire unique. Lorsque la société comprend plusieurs actionnaires, la part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par décision collective des actionnaires.

L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

VI – DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 21 – Dissolution – Liquidation

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire, personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 22 – Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

COPY CONFORME

